

Séance 3 : Les choix politiques et économiques de l'Inde et de l'Algérie, de l'indépendance à aujourd'hui.

Activité : Dans le corpus documentaire proposé, répondez aux questions dans le but de compléter un tableau de comparaison sur les choix politiques et économiques des deux pays et sur les limites de ces choix.

I – La politique internationale :

A) De l'Inde :

Discours de clôture de Nehru à la Conférence de Bandung le 24 avril 1955 (conférence qui réunit pour la première fois 29 pays asiatiques et africains, pour la plupart indépendants)

Il y a aujourd'hui un autre esprit en Asie [...] Il n'y a plus d'Asie soumise, elle est vivante, dynamique [...] Nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent [...]

Nous sommes des grands pays du monde et voulons vivre libres sans recevoir d'ordre de personne.

Nous attachons de l'importance à l'amitié des grandes puissances, mais [...], à l'avenir, nous ne coopérerons avec elles que sur un pied d'égalité. C'est pourquoi nous élevons notre voix contre l'hégémonie et le colonialisme dont beaucoup d'entre nous ont souffert pendant longtemps. Et c'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'aucune autre forme de domination ne nous menace.

Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde. Le seul chemin qui mène droit au cœur et à l'âme de l'Asie est celui de la tolérance, de l'amitié et de la coopération [...]

- Dans quel contexte international a lieu la conférence de Bandung ?
- Quelle place Nehru attribue-t-il aux jeunes États d'Afrique et d'Asie dans l'ordre du monde ?
- Quelle doit être leur attitude vis-à-vis des anciennes puissances coloniales ?
- Comment les pays récemment indépendants doivent-ils se positionner par rapport à l'Ouest et à l'Est ?

B) De l'Algérie :

Discours de Boumediène, président de la République algérienne, à la conférence des pays non-alignés à Alger, le 9 septembre 1973

La coopération économique internationale ne saurait prendre un essor durable que si elle repose sur le principe de la souveraineté effective et concrète des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles et sur le principe de la maîtrise, par ces pays, du fonctionnement de leur économie. Il s'agit d'abord du contrôle effectif de chaque État sur l'exploitation de ses richesses naturelles, ce qui implique le droit à la nationalisation.

La conférence a souligné la nécessité de renforcer la solidarité et la coopération entre les pays non-alignés, afin de renforcer leur capacité de résistance à l'exploitation et aux agressions économiques. La conférence s'est prononcée pour le soutien de tous ceux qui luttent pour la récupération de leurs ressources nationales. Enfin, la conférence préconise la mise en place d'organismes communs entre pays producteurs et exportateurs de produits de base, comme le pétrole et le cuivre. [...]

De même elle encourage le développement des courants d'échanges économiques, scientifiques, culturels et sociaux entre pays non-alignés, [...]. Compter sur soi apparaît ainsi comme la conséquence nécessaire, sur le plan économique, de la politique du non-alignement.

Quelles doivent être les conséquences économiques du non-alignement politique pour les pays en voie de développement ?

II - Les choix politiques des deux États :

A) De l'Inde :

Si l'Inde s'est attribué le titre de "plus grande démocratie du monde", c'est d'abord en vertu de l'exceptionnelle trajectoire électorale qu'a parcourue ce pays d'un milliard d'habitants : d'une part l'abaissement de vingt et un ans à dix-huit ans de la majorité lui a fait passer le cap de 500 millions d'électeurs en 1989 ; d'autre part le pays a organisé treize scrutins nationaux au suffrage universel, étalés sur un peu plus d'un demi-siècle, une performance inégalée dans les pays du Sud. D'autant que l'Inde appartient au cercle restreint des démocraties à alternance.

[...] Pourtant, malgré les richesses de ce legs et de l'expérience accumulée depuis 1947 - date à laquelle l'Inde adopte le parlementarisme à l'anglaise, suffrage universel compris -, la démocratie indienne reste fragile et l'État de droit, menacé.

[...] L'autre menace* pesant sur la démocratie indienne est la persécution des minorités religieuses. La montée en puissance des nationalistes hindous sur la scène publique s'est traduite dans les années 1990 par une série d'émeutes dont les musulmans et les chrétiens ont été les principales victimes. Dans le même temps, la place des minorités religieuses dans le champ politique s'est réduite: les députés musulmans ne sont plus aujourd'hui qu'une poignée.

Christophe Jaffrelot, *L' Histoire*, n°278, juillet-août 2003

* La première menace étudiée par l'auteur est la corruption.

- Dégagez les principaux caractères du système politique qui font de l'Inde une démocratie
- Quels arguments du texte nuancent ou remettent en cause le titre que s'attribue l'Inde ?

B) De l'Algérie :

Repères chronologiques :

3 juillet 1962 : indépendance de l'Algérie.

25 septembre 1962 : Instauration d'une République démocratique et populaire.

1963 : La Constitution instaure le FLN comme parti unique. Ahmed Ben Bella est élu président grâce à l'appui de l'armée.

1965 : Coup d'État militaire : Ben Bella est renversé par le colonel Boumediene qui exerce le pouvoir jusqu'à sa mort en 1978.

1976 : L'Islam devient religion d'État.

1979 : le colonel Chadli Bendjedid est désigné par l'armée et exerce le pouvoir jusqu'en 1992.

1988 : manifestations de jeunes à travers tout le pays. Le président Chadli appelle l'armée pour rétablir l'ordre. La répression des émeutes fait près de 500 morts.

1989 : nouvelle constitution, libéralisation du régime et instauration du multipartisme.

1992 : aux élections législatives de décembre 1991, le parti du FIS (formation politique militant pour la création d'un État islamique) obtient au premier tour 47% des suffrages. L'armée suspend le processus électoral et rend le FIS illégal.

1992-2001 : guerre civile : elle oppose l'armée à différents groupes islamistes. Elle fait 100 000 à 150 000 morts.

2005 : Le président Bouteflika, élu en 1999, réélu en 2005 et 2009, fait approuver par référendum la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale ».

Depuis la mise en œuvre de la politique de concorde civile, matérialisée notamment par l'adoption par référendum de la « charte pour la paix et la réconciliation nationale » en 2005, le contexte sécuritaire s'est sensiblement amélioré. Avec un bilan de 296 victimes pour l'année 2012, le terrorisme a reculé à un niveau sans commune mesure avec celui des années 1992-1998. Toutefois, le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) rebaptisé AQMI (Al-Qaeda au Maghreb Islamique) en 2007 continue d'opérer de manière ponctuelle sur le territoire algérien (attentat de l'académie militaire de Cherchell le 26 août 2011). L'attentat terroriste sur le site gazier de Tinguentourine en janvier 2013 (67 morts dont 37 étrangers), réalisé par un commando venu du Mali et composé de terroristes de différentes nationalités, a rappelé de manière tragique que le phénomène du terrorisme avait pris une dimension régionale.

L'échéance politique majeure est aujourd'hui l'élection présidentielle prévue en 2014.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/algerie/presentation-de-l-algerie/>

- Quel principe fondamental de la démocratie n'est pas respecté entre 1963 et 1989 ?
- Comment les différents présidents sont-ils arrivés au pouvoir ?
- Caractériser le régime politique de l'Algérie jusqu'en 1989. Comment évolue-t-il ensuite ?

III - Les choix de développement économique :

A) Les choix économiques de l'Inde :

« Nous parlons de liberté, mais la liberté politique ne signifie pas grand-chose sans liberté économique. Notre problème est de relever le niveau des classes misérables et dans ce but, un vaste plan d'industrialisation est nécessaire. Notre génération est pour ainsi dire condamnée aux travaux forcés. » Nehru exprime ainsi en 1952 sans ambiguïté le problème clé de la plupart des pays nouvellement indépendants : le sous-développement et la pauvreté qui en découle (...)

Après avoir envisagé une économie nationalisée et strictement planifiée, Nehru s'efforce de bâtir un socialisme à l'indienne (...). Le premier plan met ainsi l'accent sur l'agriculture, l'énergie, les transports : le secteur nationalisé reste assez limité face au secteur privé. (...) Le deuxième plan quinquennal (1956-1962) est plus proche du modèle soviétique ; les investissements vont au secteur public (industrie lourde et biens d'équipement). Durant les quatre premiers plans quinquennaux (1951 à 1973), l'Inde a décollé très nettement sur le plan économique : elle s'est dotée de barrages, d'usines modernes, d'une industrie nucléaire ; la production agricole a considérablement augmenté. Il y a une limite fondamentale à cet essor : l'explosion démographique continue : si l'agriculture augmente en moyenne de 2,5% par an, la population augmente elle aussi de 2 à 2,5%

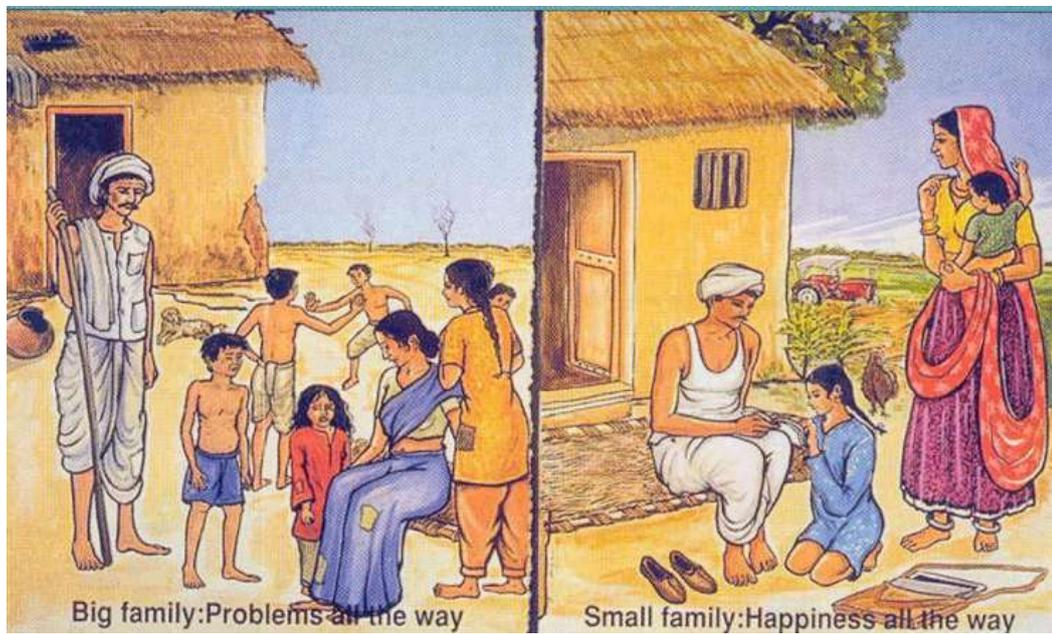
Source : R. Girard « Colonisation et indépendances » La Documentation photographique n°6067, octobre 1983

L'économie indienne connaît un ralentissement : la croissance a atteint son plus bas niveau en neuf ans au 1^{er} trimestre 2012 (5,3%). La dégradation économique mondiale ainsi que le déficit en infrastructures, affectent l'économie indienne. Au-delà du ralentissement actuel, l'Inde demeure un marché important pour les grandes entreprises, et bénéficie des investissements de sa diaspora à l'étranger. Si cette tendance se poursuit, l'Inde devrait devenir d'ici à une vingtaine d'années l'une des quatre premières économies mondiales. La croissance économique indienne, longtemps tirée par les activités de services à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée qui faisaient sa spécificité au niveau mondial, repose désormais sur une assise plus diversifiée, avec l'expansion des secteurs manufacturiers et de la construction, ainsi que sur une part plus grande de l'investissement et de la consommation privée.

Néanmoins, l'Inde reste sous de nombreux aspects un pays en développement. Le niveau du PIB par habitant demeure faible, et malgré l'émergence d'une classe moyenne dynamique (5 à 10% de la population), une large partie de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, dans des conditions sanitaires précaires et des structures sociales souvent liées au système des castes (en particulier en milieu rural où vivent les trois quarts de la population) : un Indien sur trois vit toujours avec moins de 1 dollar par jour.

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre les réformes destinées à soutenir la croissance, moderniser les structures économiques et lutter contre la pauvreté. Ont ainsi été annoncé un renforcement des programmes phares pour l'emploi, l'éducation et la santé, une ambitieuse politique de soutien des revenus ruraux, ainsi qu'un important effort d'investissement public en matière d'infrastructures (autoroutes, ports et aéroports). Toutefois, le contexte financier actuel contraint le gouvernement à réduire les dépenses, et donc les investissements publics.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/>



Affiche du planning familial indien

- Quels choix économiques fait l'Inde au lendemain de son indépendance ?
- Qui sont les acteurs principaux du décollage économique de l'Inde ?
- Quel message souhaite transmettre cette affiche du planning familial indien ? En mettant en relation le sens de l'affiche et les informations tirées du document précédent, dites quel défi l'Inde veut relever.
- Quelle est la situation économique de l'Inde actuellement ?

B) Les choix économiques de l'Algérie :

<p>-1965 : nationalisation des mines -1968 : nationalisation des matériaux de construction et des engrais -1969 : nationalisation de 69 entreprises industrielles en majorité françaises -1971 : nationalisation du pétrole et du gaz naturel et réforme agraire.</p>	<p>La priorité est accordée à l'industrie au détriment de l'agriculture. Dès lors, la « révolution agraire » engagée en novembre 1971 est vouée à l'échec. Transformation autoritaire de l'agriculture, cette « révolution » a pour objectifs principaux de répondre aux besoins alimentaires du pays et de développer la position de l'Algérie sur le marché international pour l'exportation des produits agricoles. Débutée sans enthousiasme, cette tentative de réforme articulée autour des coopératives et du secteur autogéré s'enlise dans l'incohérence des choix réalisés. Le niveau d'autosuffisance alimentaire, qui se situait à plus de 70 % en 1969, n'est plus que de 30 % en 1980. Julien Rocherieux « L'évolution de l'Algérie depuis l'indépendance », 2001</p>
<p>La remontée des cours des hydrocarbures au cours des années 2000 ainsi qu'une gestion financière prudente permettent à l'Algérie de profiter actuellement d'une période de grande stabilité économique et financière. En effet, sa dette extérieure a été remboursée en quasi-intégralité tandis que ses réserves de change atteignent des niveaux historiques (14186 Mds €USD en 2012). La croissance est estimée à 2,5% et le taux de chômage à 9,7 % en 2012. Les deux derniers plans quinquennaux (2004-2009 et 2009-2014) ont permis d'engager des efforts pour diversifier et libéraliser l'économie nationale, ce qui s'est traduit par une politique de grands travaux afin de moderniser les infrastructures et par des mesures pour encourager l'investissement privé. Des efforts ont également été entrepris pour ouvrir l'économie algérienne à l'international (entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE en 2005, adhésion à la Zone Arabe de Libre Echange en 2009, négociations d'adhésion à l'OMC). http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/algerie/presentation-de-l-algerie/</p>	

- Quels choix économiques fait l'Algérie au lendemain de son indépendance ?
- Quelles sont les limites de ce choix de développement ?
- Quelle est la situation économique du pays actuellement ?

Tableau synthétique sur l'Inde et l'Algérie :

	Inde	Algérie
Politique internationale		
Choix politique		
Choix économique		
Conclusion		